

Questions d'actualité			
Tour d'horizon 2010 de la fiscalité patrimoniale	5	L'intérêt des enfants peut commander qu'ils restent en France quand la mère va vivre à l'étranger	30
Donation de titres avant cession et abus de droit : faut-il craindre une résurgence de l'insécurité juridique ?	16	Tutelle des mineurs	
Question pratique		Transfert au JAF de la tutelle des mineurs	30
Pavane pour une assurance-vie défunte	18	Les obligations alimentaires	
Etude		Recouvrement et voies d'exécution	
Le bilan patrimonial : une approche scientifique de la gestion de patrimoine	23	JEX compétent en matière de paiement direct	31
		Les majeurs protégés	
		Règles communes	
		L'altération des facultés mentales n'emporte pas irresponsabilité civile	31
Les couples mariés		Tutelle et curatelle	
Régimes matrimoniaux		Appel des décisions du juge des tutelles et autres modifications de procédure	31
L'astreinte attachée à une condamnation pénale est exclue du passif commun définitif	26	Droit international privé	
Procédure devant le JAF en matière de liquidation et de partage	26	Règles générales	
Divorce et séparation de corps		Reconnaissance d'un jugement étranger malgré la saisine préalable du juge français	32
Pas de divorce pour faute en cas de trouble mental	27	Le couple	
Une convention entre époux ne fait pas preuve de leur séparation	27	Vocation universaliste de la convention de La Haye	33
La prestation compensatoire peut entraîner l'expropriation forcée de son débiteur	27	Les placements	
Une prestation compensatoire ne se paie pas par voie de compensation	27	Placements immobiliers	
Mieux vaut agir dans les cinq ans du divorce pour demander une indemnité d'occupation	28	Bail d'habitation : du nouveau pour le cautionnement	33
		Contribution du locataire aux travaux d'économie d'énergie : le dispositif est opérationnel	34
Les couples non mariés		Commercialisation et classement des résidences de tourisme	34
Partenaires de Pacs		Le bailleur qui ne supporte aucun risque sur les services hôteliers d'une résidence est un loueur en meublé	34
Les règles d'enregistrement du Pacs modifiées à la marge	28	Vente en viager entre concubins : le droit d'habitation du vendeur ne diminue pas le prix de vente	35
Une union civile contractée à l'étranger produit les effets fiscaux d'un Pacs	28	Barème de révision des rentes viagères	35
Concubins		Un local transformé en logement depuis moins de cinq ans peut ouvrir droit au Scellier	36
Pas d'obligation perpétuelle de loger son ex-concubine !	29	Plus-values immobilières : quand l'exonération de la résidence principale joue les prolongations...	36
Les enfants		Gestion et transmission du patrimoine	
Etablissement de la filiation		Successions et libéralités	
Les actions aux fins de subsides et en recherche de paternité sont différentes	29	Un héritier n'est tenu des dettes qu'à hauteur de sa part dans la succession	36
Nom et prénom des enfants		Les donations déguisées entre époux consenties avant le 1 ^{er} janvier 2005 sont nulles	37
Disparition du double tiret comme séparateur des noms des enfants	29	Un testament-partage cumulatif est nul	37
Autorité parentale			
Le père peut déduire les salaires de la garde d'enfants à domicile employée par la mère	30		

Droits de donation : décote pour occupation de l'immeuble donné en nue-propriété	37	C'est à la société de prouver qu'elle a convoqué à l'assemblée l'associé qui le conteste	44
Assurance-vie		Impôts dus par la société civile	
Les contrats en euros diversifiés n'échappent pas à l'ISF	38	Filiale établie dans un Etat non coopératif : fin du régime de faveur pour les dividendes et plus-values	44
Les notaires doivent appliquer la jurisprudence Praslicka	38	Etalement de l'imposition de la plus-value de lease-back d'immeuble : précisions administratives	44
Démembrement de propriété		L'associé nu-propriétaire peut bénéficier du régime des sociétés mères et filiales	45
L'usufruitier peut refuser seul le renouvellement d'un bail commercial	38	Assouplissement du régime d'imposition des plus-values immobilières au taux réduit d'IS	45
Cession conjointe de droits sociaux démembrés : la difficile preuve du report du démembrement	39	Le paiement par télérèglement de l'impôt sur les sociétés devient obligatoire	45
Le surendettement de l'usufruitier ne justifie pas la vente forcée de la pleine propriété	39	Tarifs 2010 et nouvelles règles de paiement de la taxe sur les salaires	46
Indivision et partage		Adieu la taxe professionnelle, bonjour la contribution économique territoriale	46
Une seule condition pour l'attribution préférentielle du logement	39	Dispositions diverses communes aux sociétés civiles	
Impôt de solidarité sur la fortune		La donation de parts sociales n'emporte pas donation du solde créditeur du compte courant	46
Démembrement de propriété et valeur taxable à l'ISF : pas d'abattement pour interdiction d'aliéner	40	Les héritiers non agréés d'un associé doivent être indemnisés	47
Le redevable qui prétend avoir surévalué ses biens doit le prouver	40	La dissolution de la société par un associé est fautive si elle vise à empêcher une cession de parts	47
Bouclier fiscal		Les créanciers d'une société non immatriculée en liquidation judiciaire ont cinq ans pour poursuivre les associés	47
Fonds en euros des contrats multisupports : la doctrine administrative annulée !	40	La levée de la promesse d'achat des parts du gérant après le redressement judiciaire de la société doit être autorisée	48
Impôt sur le revenu et contrôle fiscal		La condamnation du gérant à combler le passif social doit être proportionnée aux fautes commises	48
Limitation de la durée de l'ESFP	41	Sociétés civiles à objet professionnel	
Répression des abus de droit : application rétroactive de la loi nouvelle plus douce	41	Indemnité versée par l'Etat à une SCP de commissaires-priseurs constitutive d'une plus-value à long terme	48
La question de la constitutionnalité d'une règle fiscale pourra être posée par les contribuables	41	SCP : revalorisation des seuils des régimes d'imposition à la TVA	48
Professionnels de la gestion du patrimoine		Les apports consentis à un Gaec sont désormais taxables	49
L'avocat conseil fiscal est tenu d'une obligation particulière d'information de son client	41	Et aussi	
Le notaire et l'avocat doivent veiller à l'évaluation des biens des époux qui divorcent	42	Financement par l'emprunt	
Le notaire ne saurait être garant des cours de la bourse	42	Nouvelles précisions jurisprudentielles sur l'obligation de mise en garde du banquier	49
Sociétés civiles		Le prêt à taux zéro est prolongé et amendé	49
Constitution de la société civile		Les prêts 1 % logement en 2010	50
Un coindivisaire de parts sociales peut agir au nom de la société	43	Chiffres utiles	
La société peut reprendre une enchère portée en période de formation	43	Indice des loyers commerciaux	53
Maintien du report d'imposition des plus-values en cas d'opérations successives	43	Indice de référence des loyers	53
Fonctionnement de la société civile		Indice du coût de la construction	54
Un cautionnement donné par les associés n'engage pas toujours la société	44		